



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

logement social

Question écrite n° 73445

Texte de la question

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont attire l'attention de M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement sur l'augmentation du nombre de ménages inscrits sur liste d'attente pour l'obtention d'un logement social. En 2005, 1,3 million de ménages sont en attente d'un logement HLM. Et ce chiffre record risque de s'aggraver dans les années à venir alors que la mobilité des locataires de logements sociaux ne cesse de diminuer depuis 1999. En cause, l'écart croissant entre les loyers HLM et un parc locatif privé dont l'accès revient jusqu'à trois fois plus cher dans certains bassins d'habitat. La pauvreté croissante des locataires tient aussi une large part dans le phénomène. Certains bailleurs sociaux constatent d'ailleurs un roulement plus faible dans les zones urbaines sensibles (où il n'excède pas 6 %) que dans le reste de leur patrimoine (où il atteint 8,4 %). Les ménages les plus pauvres, incapables d'accéder à la propriété ou à la location d'un logement privé, sont contraints à rester sur place. Le parc HLM français est par conséquent de plus en plus engorgé. Avec un taux de roulement tombé de 12,5 % à 10 % entre 1999 et 2004, le nombre de logements disponibles chaque année a chuté de 100 000 unités durant la même période. Or les nouveaux programmes, avec 75 000 logements financés en 2004, peinent à combler la différence. Aussi, elle lui demande quelles mesures immédiates le Gouvernement entend adopter pour pallier l'engorgement progressif qui menace le parc locatif social, et, au-delà, quelles perspectives il compte apporter aux familles défavorisées aujourd'hui incapables d'envisager l'accès à la location privée ou à la propriété.

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont](#)

Circonscription : Haute-Vienne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 73445

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : emploi, cohésion sociale et logement

Ministère attributaire : économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 septembre 2005, page 8471